

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Primature



**ADRESSE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
LE PREMIER MINISTRE**

**À LA 9ÈME RÉUNION ANNUELLE CONJOINTE  
COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE – COMMISSION  
ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**ADDIS ABEBA, 4 AVRIL 2016**

---

**SEANCE D'OUVERTURE DE LA REUNION MINISTERIELLE**  
Vers une approche intégrée et cohérente pour la mise en  
œuvre, le suivi et l'évaluation de l'Agenda 2063 et des  
Objectifs de Développement Durable

Addis Abeba, le 4 avril 2016

**Excellence Monsieur, Vice-président de la République Namibie,**

**Excellence Monsieur le Premier Ministre de l'Éthiopie,**

**Excellence Mme la Présidente de la Commission de l'Union africaine,**

**Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,**

**Excellences,**

**Distingués invités,**

**Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,**

Permettez-moi d'exprimer toute ma gratitude à la République fédérale démocratique d'Éthiopie et à Son Excellence Monsieur HAILEMARIAM DESSALEGN, Premier Ministre, pour son hospitalité, l'accueil chaleureux à ma personne et à ma délégation. Je réitère mes remerciements à la CEA et son Secrétaire exécutif, Monsieur Carlos LOPES, pour l'opportunité qui m'est offerte d'être parmi vous à cette conférence.



C'est à la fois un honneur et un privilège de prendre la parole lors de cette neuvième réunion conjointe Commission Economique pour l'Afrique – Commission de l'Union Africaine sur le thème « **Vers une approche intégrée et cohérente pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'Agenda 2063 et des Objectifs de Développement Durable** ».

Cette thématique est tombée à point nommé au moment où le monde vient d'opérer un virage considérable dans la perception du développement en intégrant à la fois les dimensions économiques, sociales et environnementales.

Nous sommes en face d'une Afrique en pleine mutation, une Afrique en pleine transformation structurelle. C'est une Afrique qui s'engage résolument à passer impérativement d'une économie de rente à une économie de production. En effet, comme vous le savez, une économie de rente minière, pétrolière et autres, est fonction accessoirement des facteurs travail et capital. Elle dépend fondamentalement de la chance. Chance liée à la hausse des cours de matières premières qui permet d'augmenter les recettes publiques, les possibilités d'investissement, les réserves de change.... Avec la baisse actuelle des cours des matières premières, l'économie de rente démontre ses limites.

Par contre, une économie de production est le produit de la transformation structurelle. Elle dépend de l'efficacité de la combinaison des facteurs de production, de leur productivité, de la formation du capital humain, de la qualité des institutions et de leur gouvernance. Dans ce cas, l'économie n'est plus à la merci des aléas tenant aux variations erratiques des cours. Ainsi, le passage des objectifs du millénaire aux objectifs du développement durable, pour qu'il soit réussi, doit être envisagé dans le cadre de la transformation structurelle des économies de rente aux économies de production. Plusieurs pays africains sont déjà sur cette voie et je les félicite et les encourage d'y persévérer. Car, c'est la seule voie qui compte et qui vaille.

**Excellences,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Pour assurer cette transformation structurelle, l'Afrique est appelée à mitiger les effets délétères du changement climatique sur la croissance économique. A cet effet, le rôle attendu des Gouvernements pour offrir un développement inclusif et durable est crucial.



En effet, le changement climatique lié à la croissance économique met en évidence les insuffisances des forces du marché et nous rappelle le rôle que l'Etat doit jouer pour offrir un développement plus inclusif et durable.

Ce fut avec beaucoup d'enthousiasme que nous avons adopté le Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement en Juillet 2015. Cette même dynamique nous a permis d'entériner ce programme en septembre de la même année à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. A Paris, à la Conférence des Parties (COP21), nous avons consolidé cet élan en célébrant un accord qui a reconnu les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Il convient cependant de relever qu'au cinquantième anniversaire de l'Union Africaine, le leadership africain au travers des Chefs d'Etat et de Gouvernement, s'est résolu de projeter une autre Afrique pour les 50 ans à venir à travers *l'Agenda 2063*. Ce dernier doit traduire, en actes, les aspirations profondes des peuples africains. Cet engagement n'a hélas pas eu autant d'échos que l'accord de Paris, y compris dans la presse africaine.

Au-delà de cet élan enthousiaste de négociation et d'adoption, il est plus qu'au opportun de réfléchir sur la manière de concilier harmonieusement les ODD et les



aspirations légitimes du continent d'ici 2063. Comment créer une synergie d'approches pour atteindre simultanément et/ou concomitamment les ODD et les objectifs de développement du continent tels que formulés par le Premier Plan Décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ? Enfin, Comment intégrer ces deux agendas dans le plan stratégique de développement national pour chaque pays?

Ayons en mémoire que l'avenir de l'Afrique comme celui du monde est actuellement régi par la mondialisation. Elle constitue cette course à l'enrichissement des nations dans laquelle tous les pays peuvent gagner, à condition que le leadership de chaque pays s'adapte aux conditions de la concurrence globale. De notre avis, plus les leaders africains démantèleront les politiques abusives de régulation sociale et les autres barrières à la liberté d'entreprise et du citoyen, plus la croissance se manifesterà avec davantage de prospérité pour nos populations, plus stable, plus forte sera aussi l'Afrique.

A cet effet, je m'empresse de féliciter la Commission Economique pour l'Afrique et la Commission de l'Union Africaine pour avoir organisé cette conférence autour de ce thème. Aussi, je salue la collaboration de ces deux Institutions avec la Banque Africaine de développement

pour leur engagement manifeste de soutenir l'Agenda 2063 chacune dans sa mission et son domaine d'expertise. Autant nous souhaitons une harmonisation entre ces agendas de développement, autant je voudrai exhorter l'interactivité de ces 3 institutions panafricaines afin de générer la synergie indispensable pour réaliser à la fois les ODD et l'Agenda 2063.

Atteindre les objectifs de développement en général requiert une synergie tant au niveau national, régional que continental. Je voudrai particulièrement insister sur l'impératif de parfaire l'intégration économique.

Les efforts de la RDC pour promouvoir l'intégration régionale sont multiples. Ils s'articulent principalement sur sa détermination d'accélérer l'intégration économique, politique et sociale nationale afin de mieux participer à l'intégration régionale. La RDC pourra ainsi apporter une part significative à la construction d'une Afrique qui ne marche plus, mais qui court pour rattraper son retard sur le développement.

Dans ce combat permanent pour le mieux être de nos populations, la RDC attend de ses partenaires, une mutualisation des efforts, car dit-on, « L'union fait la force ! ». Elle souhaite voir nos institutions régionales accompagner, main dans la main, les pays africains, en



aidant ces derniers à mieux harmoniser les objectifs de développement national et d'intégration régionale. Ces objectifs sont, à maints égards, contradictoires ou en conflits d'intérêt.

**Excellence Monsieur, Vice-président de la République Namibie,**

**Excellence Monsieur le Premier Ministre de l'Éthiopie,**

**Excellence Mme la Présidente de la Commission de l'Union africaine,**

**Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,**

**Excellences,**

**Distingués invités,**

**Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,**

Le défi auquel le leader africain est confronté est celui d'engager des réformes décisives, voire audacieuses qui amélioreront les institutions. Ces réformes risquées, douloureuses, parfois incomprises, sont indispensables et salvatrices.



Cette réunion offre une occasion supplémentaire à nos pays d'aborder des questions importantes qui intéressent l'Afrique en ce moment où la quête des résultats de développement constitue l'une des préoccupations majeures des dirigeants africains.

Il convient de rappeler que nos efforts actuels doivent converger vers un objectif ultime, celui de mieux soutenir le chemin de l'Afrique à long terme sur le développement, par une mobilisation plus accrue des ressources intérieures et subsidiairement, des appuis extérieurs.

Ainsi, en ce qui concerne l'aide extérieure, les mutations qui s'opèrent actuellement au niveau international devraient nous interpeller et conduire nos pays à accélérer désormais leurs interventions et les réformes pour l'obtention des résultats de développement à travers une utilisation efficace de l'aide mobilisée. Ce qui nous oblige à compter d'abord sur nous-mêmes et sur les ressources mobilisables sur le continent.

**Dans cette perspective, notre devoir historique est d'investir dans la jeunesse, une jeunesse dynamique pour une Afrique que nous voulons, plus prospère, plus unie et plus puissante.**

Permettez-moi de clore mon propos en affirmant que le combat pour une plus grande intégration africaine ne sera gagné qu'avec un leadership bienveillant et une bonne gouvernance. Ces deux impératifs devraient nous servir de boussole qui éclaire le voyageur nocturne sur son chemin. Nous pourrions ainsi espérer léguer à notre postérité, une Afrique bienheureuse, plus attractive et solidaire.

Merci pour votre aimable attention.